MALGRÉ LA RÉPRESSION POLICIÈRE

Étudiants : ils ont marché

Ils l'ont fait ! Des milliers d'étudiants ont réussi à marcher hier de la place de la Grande-Poste au siège de la présidence de la République, où les policiers les attendaient matraque à la main. Une cinquantaine d'universitaires ont été blessés, estime-t-on.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Dispersés en petits groupes, les policiers surveillaient tôt dans la matinée, les principaux accès aux quartiers algérois menant à La Grande-Poste, lieu du rendez-vous. L'endroit était quadrillé par des barrières sécuritaires et les policiers interdisaient aux passants, badauds et même aux journalistes, bref à «tout citoyen suspect» de ne s'en approcher. Beaucoup d'étudiants n'ont pas pu rejoindre leurs camarades car bloqués à différents points de contrôle. Vers 11h, le nombre de manifestants augmente. Bloqués à la place Emir Abdelkader, ils décident d'avancer. Brandissant leurs cartes universitaires et scandant des slogans hostiles au pouvoir : «Pouvoir assassin», «Marche pacifiste», «Tous frères contre le ministère», «Les étudiants», «Ulaç smah ulaç», ils réussissent à briser le premier barrage sécuritaire en avançant vers la Grande-Poste.

Des citoyens ébahis ou admiratifs sortent de leurs balcons, de leurs boutiques et de leurs bureaux pour contempler ce spectacle, le premier qui s'offre à leurs yeux depuis si longtemps. L'on marche à Alger ! D'autres se dépêchent de baisser rideau.

«Ça me rappelle les années 1988, c'était comme ça !», commente un marchand.

«Dans un pays où il n'y a pas d'étudiants, il n'y aura pas de changement, pas d'avenir, c'est sûr !», lâche son ami, tout excité en suivant les manifestants qui viennent de dépasser un cordon sécuritaire, improvisé par les brigades anti-émeutes, à proximité de la Faculté centrale.

Les affrontements éclatent de nouveau. Des filles crient, les étudiants résistent et réussissent à briser le énième barrage. L'organisation estudiantine est quasiment parfaite, aucun dépassement. Ils sont près du but et se dirigent maintenant vers le Palais d'El-Mouradia en empruntant le boulevard Mohammed V, chantonnant les mêmes slogans hostiles.

Jusque-là, l'intervention des policiers est restée discrète. Les manifestants montent vers le Palais et sont suivis par les camions des brigades antiémeutes.

Les premiers étudiants arrivent à l'avenue Pékin (El-Mouradia), où ils rejoignent le sit-in des médecins résidents. Un deuxième groupe constitué de quelques centaines d'étudiants est resté bloqué au niveau de l'hôtel El Djazaïr et n'a pas pu casser le cordon sécuritaire. Les renforts les attendaient.

La matraque à deux pas de la présidence

A l'avenue de Pékin, des affrontements violents éclatent entre universitaires et policiers. Un hélicoptère ne cessait de tournoyer dans le ciel, alors qu'un important dispositif sécuritaire a été déployé pour les empêcher de progresser vers le palais présidentiel.

«Ils nous ont tabassés. Ils nous ont frappés ! J'ai mal», raconte Ahmed, adossé à un mur, se tenant le bras.

Il attendait l'arrivée d'une autre ambulance, puisque la première a pris l'un de ses camarades.

Refoulés et bastonnés, des étudiants tombaient l'un après l'autre à l'avenue Pékin. «Nombreux d'entre eux ont eu des fractures. Un étudiant a perdu la mémoire suite à un coup au niveau de la nuque», confie Mohamed. En effet, seuls les premiers blessés ont été évacués vers l'hôpital.

Peu de temps après, les ambulances n'accédaient plus à la place. Les étudiants imploraient les automobilistes de prendre les blessés, affalés sur les trottoirs.

Vers 15h, les manifestants commencent à quitter les lieux. Ceux bloqués à l'hôtel El Djazaïr d'abord, ils partent par petits groupes, refoulés encore par les brigades anti-émeutes, alors que ceux, rassemblés plus haut, à l'avenue Pékin, sont restés sur place.

C'est la coordination autonome des étudiants qui a appelé à cette marche.

I. B.

Photo : Samir Sid

La marche des étudiants tourne à l'affrontement violent.

Sit-in des enseignants licenciés du Sud

De nombreux enseignants licenciés des cycles primaires et moyens des écoles du Sud ont observé, hier, un sit-in devant la présidence de la République, à l'avenue Pékin. Venus de six wilayas du Sud : El Oued, Ouargla, Bechar, El Bayadh, Naâma, Laghouat et Ghardaïa, les manifestants ont été surpris par la marche des étudiants et le sit-in des résidents, sur place.

Ces enseignants dénoncent le fait de ne pas toucher les primes du Sud et de logement qui représentent 30% du salaire et ce, depuis leur promulgation par le ministère de l'Education nationale en 1995 (circulaire 395). «Seules les communes de Biskra touchent ces primes. Pourquoi cette ségrégation ? Pourquoi ?», confie un enseignant en expliquant que le mouvement n'est chapeauté par aucune organisation syndicale ou partisane.

«Depuis 2004, nous avons tout essayé. Nous avons écrit à toutes les administrations, mais nous n'avons eu aucune réponse, nous sommes venus ici pour nous faire entendre et parler à notre tutelle», ajoute-t-il.

I. B.

FACE AU REFUS DE LEURS EMPLOYEURS DE DONNER SUITE À LEURS REVENDICATIONS

Les banquiers et les métallurgistes promettent la paralysie

Les travailleurs des secteurs des banques, assurances et de la métallurgie menacent d'investir la rue. Leurs syndicats respectifs, en l'occurrence les fédérations des banques et assurances et de la métallurgie, affiliées à l'UGTA, menacent d'une démonstration de force.

Un préavis de grève générale a été déposé hier. Sauf solutions de dernière minute, lesdits secteurs sont sous la menace d'une grève générale illimitée. Hier, les cadres syndicaux des deux secteurs ont transmis à leurs employeurs une plateforme de revendications qui, dans le cas où elles ne seraient pas satisfaites, seraient suivies d'«une grève générale illimitée qui paralyserait les activités de ces secteurs».

Selon nos sources, cette montée au créneau des cadres syndicaux de ces deux secteurs fait suite au refus de leurs vis-à-vis, à savoir l'Association des banques et assurances (Abef) et les sept SGP du secteur de la mécanique, d'honorer les clauses des conventions de branches et collectives signées avec leurs partenaires sociaux.

Hier, les délégations de syndicalistes ont été reçues au siège de la Centrale syndicale. Lors de l'entrevue avec le secrétaire général de l'UGTA, les représentants des travailleurs n'ont pas caché leur colère face au «mépris affiché par l'employeur envers les travailleurs».

Ainsi sollicitent-ils le secrétaire général de l'UGTA pour trouver une solution à la crise avant de passer la vitesse supérieure.

A. Bettache

RCD

Méga-meeting populaire à Harcha le 7 mai

Maintenant sa dynamique militante, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a déposé, hier, une demande pour l'organisation d'un méga-meeting populaire le 7 mai prochain à la salle Harcha, à Alger.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Le parti de Saïd Sadi qui, par son initiative d'organiser une marche populaire le 22 janvier dernier, soit au lendemain des émeutes juvéniles particulièrement violentes que le pays avait eu à vivre, a démontré que le régime demeure foncièrement opposé à la libre expression politique, compte faire du rendez-vous du 7 mai prochain un moment fort de mobilisation populaire.

L'action politique avec laquelle le RCD entend prolonger la multitude d'initiatives réclamant le changement radical du système revêt, il y a lieu de le souligner, une forte symbolique historique, puisque intervenant à la veille de la commémoration des massacres coloniaux du 8 Mai 1945.

Le parti, comme les martyrs de l'indépendance nationale, milite pour le recouvrement des libertés politiques et d'expression brimées par un régime et un système politique qui poursuivent de barricader les espaces d'émancipation politique.

Solidaire des luttes sociales, enclenchées et animées par les différents acteurs sociaux et politiques convaincus que la seule alternative viable confine en le changement du système et non à l'intérieur du système, le RCD avait, dès le 21 janvier 2011, pris part à la mise sur pied de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD). Celle-ci, rappelons-le, avait fait de la levée de l'état d'urgence et du changement du système ses leitmotiv les plus forts. Elle avait agi selon le principe d'une marche par semaine, tous les samedis. Elle tentera de marcher une première fois le samedi 12 février, puis une seconde fois le 19 du même mois.

Au bout de sa troisième tentative, une partie de ses membres, intéressée par l'offre du pouvoir de se rabattre sur les conclaves à huis clos, créa la scission de la coordination. Une scission qui intervenait après une sortie fortement médiatisée de l'ancien secrétaire général du FLN, Abdelhamid Mehri, appuyé promptement par le président du FFS, Hocine Aït Ahmed.

Le RCD restera, lui, fidèle à son engagement et sera de toutes les marches réprimées de la CNCD, jusqu'à celle de samedi dernier. Entre-temps, le parti déclina l'invitation qui lui a été faite de participer à un débat télévisuel diffusé en différé.

Dans une lettre au ministre de la Communication, le RCD a fait savoir qu'il refusait de participer à cette récréation et que ce qui était fondamentalement revendiqué, c'est l'ouverture du champ audiovisuel.

S. A. I.